

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 2 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 juillet 2022

Contexte et constats

Publié sur



ISMERT - Transports et Lavage

Carreau de la Mine
57690 Créhange

Références : CREHANGE_ISMERT_2022-08-22_RAPVI_31713
Code AIOT : 0006201098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 juillet 2022 dans l'établissement ISMERT - Transports et Lavage implanté Carreau de la Mine 40 route de Strasbourg 57690 Créhange. L'inspection a été annoncée le 30 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet de ce rapport intervient dans un contexte d'action nationale visant à contrôler les modalités d'autosurveillance mises en place au sein des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce premier objectif, s'ajoute l'action régionale menée par la DREAL Grand Est visant à rendre compatible les rejets industriels avec le milieu récepteur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISMERT - Transports et Lavage
- Carreau de la Mine 40 route de Strasbourg 57690 Créhange
- Code AIOT : 0006201098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement ISMERT est situé sur la commune de Créhange, à l'écart des zones d'habitation et à proximité du site de valorisation de déchets non dangereux Suez Organique.

ISMERT réalise des opérations de lavage de citernes en provenance notamment de l'industrie chimique ou agroalimentaire. Les effluents générés sont, pour les plus concentrés, exportés en déchets et pour le reste, traités sur place.

La société exerce ses activités notamment au titre de la rubrique n° 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des modalités d'autosurveillance des rejets aqueux ;
- Compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 8 | Déclaration Annuelle | Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 9 | Révision des modalités de rejet - Compatibilité avec le milieu récepteur | Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 22 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Schéma des réseaux | Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 4-II | / | Sans objet |
| 2 | Point de prélèvement | Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 50 | / | Sans objet |
| 3 | Installations de traitement | Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 18 | / | Sans objet |
| 4 | Autosurveillance | Arrêté préfectoral du 30 mars 2010, article 1.6 | / | Sans objet |
| 5 | Autosurveillance organisme agréé | Arrêté préfectoral du 30 mars 2010, article 1.7 | / | Sans objet |
| 6 | Autosurveillance GIDAF | Arrêté préfectoral du 30 mars 2010, article 1.5 | / | Sans objet |
| 7 | Etalonnages et contrôles | Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 58-II | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant respecte son arrêté préfectoral d'autorisation en matière de gestion de ses effluents sur site.

L'exploitant ne réalise cependant pas de déclaration annuelle pour ses émissions, ses transferts de polluants et ses déchets. L'inspection des installations classées propose dès lors d'engager des suites administratives.

Par ailleurs, les niveaux de rejet aqueux autorisés sont incompatibles avec le milieu récepteur et doivent être révisés. Suite à une première sollicitation par lettre ainsi qu'à l'échange tenu lors de l'inspection rappelant à l'exploitant la démarche portée par l'inspection des installations classées

visant à rendre compatible ses rejets avec la masse d'eau réceptrice (Nied Allemande 2), celui-ci n'a pas fourni dans les délais attendus les éléments exigés permettant cette révision. L'inspection des installations classées propose dès lors d'engager des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 4-II |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. |
| Constats : L'exploitant a présenté le schéma des réseaux qui distingue les différents usages de l'eau selon l'agencement du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Point de prélèvement

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 50 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence et accès aux points de prélèvement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'établissement est équipé d'un point de rejet des eaux industrielles vers le réseau communal aboutissant à la station d'épuration urbaine de Créhange. Ce point est équipé d'une mesure de débit et de pH en continu. |
| Ce point est facilement accessible, y compris aux laboratoires d'analyse externes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Installations de traitement

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 18 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien et suivi des installations de traitement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de traitement [...] sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant entretient son installation de traitement des eaux industrielles et atteste notamment faire nettoyer régulièrement son clarificateur. Le jour de l'inspection, les trois aérateurs de la lagune fonctionnent. L'exploitant exploite également une unité de filtration lui permettant de recycler une partie de ses eaux usées pour réaliser des essais sur site sur les cuves dont il dispose. L'exploitant tient un registre des relevés journaliers des principaux paramètres caractéristiques de ses effluents traités. Conformément à la convention de raccordement établie avec le gestionnaire du réseau d'assainissement de Créhange, les rejets d'ISMERT ne peuvent s'effectuer que de 8h à 20h tous les jours. Chaque matin, l'exploitant indique vérifier la conformité des eaux usées traitées avant de démarrer les rejets vers le réseau communal. Les mesures de pH et de débit ne sont pas reliées à un système d'alarme mais un agent contrôle le bon fonctionnement de la station d'épuration 3 à 4 fois par jour. |
| Observations : Etant donné que le rejet des eaux industrielles traitées de l'industriel n'est pas continu et conditionné à des analyses de conformité avant expédition vers le réseau d'assainissement de Créhange, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite sur l'absence d'alarme sur l'installation de traitement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Autosurveillance

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30 mars 2010, article 1.6 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure du débit & Prélèvement asservi au débit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le débit et le pH au rejet des eaux de lavage des citernes dans le réseau communal sont enregistrés en continu. Une autosurveillance journalière est réalisée pour la DCO ; une autosurveillance hebdomadaire est réalisée sur les matières en suspension (MEST). Les résultats d'autosurveillance sont comparés aux valeurs limites d'émission et commentés par l'exploitant notamment en cas de dépassement de VLE. Les résultats d'autosurveillance du mois « n » sont transmis avant la fin du mois « n+1 » à l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le débit et le pH sont mesurés en continu et visualisés sur le poste de contrôle de la station d'épuration le jour de l'inspection. L'exploitant prélève une fois par jour un échantillon pour la mesure de DCO qu'il réalise en interne et une fois par semaine pour les MEST. Les résultats d'autosurveillance sont transmis sur GIDAF dans le mois suivant la réalisation des analyses. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Autosurveillance organisme agréé

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30 mars 2010, article 1.7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance & Fréquences de mesures |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un contrôle est réalisé par un organisme agréé à intervalles n'excédant pas quatre mois. Le contrôle porte sur les paramètres visés à l'article 11 du présent arrêté. Chaque rapport de contrôle est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans le mois suivant le contrôle ; le rapport mentionnera notamment les non conformités relevées. Des contrôles complémentaires pourront être demandés par l'inspection des installations classées aux frais de l'exploitant. |
| Constats : En complément des analyses réalisées par l'exploitant, un organisme extérieur agréé par le ministère en charge de l'environnement intervient 3 fois par an pour la réalisation des mesures sur l'ensemble des paramètres prescrits. |
| Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'au delà des résultats d'analyse qu'il déclare convenablement sur GIDAF, il convient qu'il dépose également le rapport de contrôle au format électronique sur GIDAF puisque celui-ci fait le point sur l'état de fonctionnement du système d'autosurveillance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Autosurveillance GIDAF

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30 mars 2010, article 1.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect des VLE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de lavage des citernes dans le réseau communal, les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous : [Tableau non reproduit]. |
| Constats : Les résultats d'autosurveillance déclarés sur GIDAF sont conformes aux valeurs limites d'émission autorisées pour l'année 2022. |
| Observations : L'inspection des installations classées note que de nombreuses valeurs de micropolluants correspondent aux limites de quantification (LQ) reportées dans les rapports d'analyse des prestataires de contrôle externes. Lorsque la valeur d'un résultat est inférieure à la limite de quantification, la valeur LQ/2 doit être saisie et une mention indiquant que le résultat est inférieur à LQ doit être ajoutée dans la colonne "Commentaires". De la même manière, en l'absence de rejet une mention l'indiquant doit être ajoutée dans la colonne "Commentaires". |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Etalonnages et contrôles

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 58-II |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Exigence d'accréditation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Constats : En complément des relevés journaliers effectués par l'exploitant, un organisme extérieur agréé par le ministère en charge de l'environnement pour les mesures de substances dans les eaux résiduaires intervient trois fois par an. L'organisme contrôle notamment la validité de la mesure de débit et du prélèvement réalisés par l'exploitant. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle dont il dispose, réalisé du 7 au 8 février 2022. Celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique également faire l'objet 3 fois par an de contrôles de recalage diligentés par le gestionnaire du réseau d'assainissement communal. Le dernier rapport de contrôle réalisé du 25 au 26 avril est également présenté à l'inspection et n'appelle pas d'observation.</p> <p>En sus, l'exploitant fait contrôler ses sondes de mesure en continu une fois par an. Le dernier rapport de contrôle en date du 25 avril 2022 ne fait état d'aucune dérive de la mesure et du remplacement de l'électrode pH.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |